

MISSION LOCALE
SUD DEUX-SEVRES
4, rue François Viète
79000 NIORT

Exercice clos le 31 décembre **2024**

Niort, le 21/05/2025

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Eric PERRAIS
Président

Alain BAUDIN
Trésorier



Mission Locale Sud Deux-Sèvres
4 rue François Viète
79 000 NIORT

MISSION LOCALE SUD DEUX-SEVRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association « Mission Locale Sud Deux -Sèvres »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **Mission Locale Sud Deux-Sèvres** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

GROUPE Y AUDIT

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Nouvelle-Aquitaine et de la Région Pays de la Loire - Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
Membre de l'Association Technique A.T.H.

SAS au capital de 500 000 €

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79024 NIORT Cedex - Tél. : 05 49 32 49 01
RCS NIORT B 377 530 563 - APE 6920 Z - TVA : FR 10 377 530 563



Membre indépendant du réseau
international Moore Global.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et informations relatives à l'évaluation des créances telles que mentionnées dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels « Autres éléments significatifs », paragraphe « Contrat engagement jeune ».

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Niort, le 21 mai 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPE Y Audit

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Christophe MALÉCOT

MISSION LOCALE SUD DEUX-SEVRES									
ACTIF	31/12/2024			31/12/2023	31/12/2022	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
	Brut	Amort	Net						
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES			
Immobilisations incorporelles						Fonds propres sans droit de reprise			
Frais d'établissement	8 975	8 975	0	0	0	Fonds propres statutaires			
Frais de recherche et de développement						Fonds propres complémentaires			
Donations temporaires d'usufruit						Fonds propres avec droit de reprise			
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires			0	0	0	Fonds statutaires			
Avances et acomptes	8 975	8 975	0	0	0	Fonds propres complémentaires			
Immobilisations corporelles	243 767	208 645	35 122	42 159	67 894	Ecart de réévaluation			
Matériel de transport	4 988	4 018	970	2 633	4 295	Réserves	812 418	631 661	453 418
Installation, agencement divers	36 293	33 801	2 492	9 424	17 639	Réserves statutaires ou contractuelles	453 418	453 418	453 418
Matériel de bureau et informatique	104 266	77 822	26 444	23 853	36 384	Réserves pour projet de l'entité	359 001	1 782 43	
Mobilier de bureau	98 220	93 004	5 216	6 249	9 576	Autres			
Avances et acomptes						Report à nouveau	154 717	154 717	154 717
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						Excédent ou déficit de l'exercice	138 478,75	180 758	178 243
Immobilisations financières	5 395	0	5 395	5 775	5 120	Situation nette (sous total)	1 105 614	967 135	786 378
Participations et Créances rattachées						Fonds propres consommables			
Autres titres Immobilisés	5 395	0	5 395	5 275	5 120	Subventions d'investissement	5 058	13 126	23 584
Prêts						Provisions réglementées			
Autres	0	0	0	500	0	TOTAL I	1 110 672	980 262	809 961
TOTAL I	258 138	217 620	40 517	47 934	73 014	FONDS REPORTEES ET DEDIES			
ACTIF CIRCULANT						Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Stocks et encours	0	0				Fonds dédiés	267 025	353 109	510 187
Créances	309 781	2 623	307 158	446 650	700 746	TOTAL II	267 025	353 109	510 187
Créances clients, usagers et comptes rattachés	306 543	0	306 543	443 959	696 737	PROVISIONS			
Créances reçues par legs ou donations						Provisions pour risques	25 495	91 228	282 881
Autres créances diverses	3 238	2 623	615	2 691	2 723	Provisions pour charges	160 693	158 048	128 525
Autres : Produits à recevoir	0	0	0	0	1 287	TOTAL III	186 188	249 277	411 406
Autres : Rémunérations dues	0	0	0	0	0	DETTES			
Valeurs mobilières de placement						Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Instruments de trésorerie						Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Disponibilités	1 472 716	0	1 472 716	1 368 103	1 245 416	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Livret A & compte sur livret	1 434 173	0	1 434 173	1 208 080	1 022 131	Emprunts et dettes financières diverses			
. Crédit Agricole & Caisse d'Epargne	38 183	0	38 183	159 602	222 963	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	26 618	31 212	61 276
. Caisse	360	0	360	421	322	Dettes des legs ou donations	230 675	250 143	227 045
Charges constatées d'avance	1 616	0	1 616	1 315	699	Dettes fiscales et sociales			
						Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	829	0	0
TOTAL II	1 784 113	2 623	1 781 490	1 815 068	1 946 861	Autres dettes			
Frais d'émission des emprunts (III)						Instruments de trésorerie			
Primes de remboursement des emprunts (IV)						Produits constatés d'avance	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)						TOTAL IV	258 123	281 355	288 321
						Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 042 251	220 243	1 822 007	1 864 003	2 019 875	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 822 007	1 864 003	2 019 875

MISSION LOCALE SUD DEUX-SEVRES				
COMPTE DE RESULTAT	2 024	2 023	Evolution 2024 vs 2023	% Evolution 2024 vs 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 575 708	2 803 666	-227 958	-8,1%
Cotisations				
Ventes de biens et services	12 573	9 098	3 475	38,2%
Produits de tiers financeurs : subventions d'exploitation	2 099 884	1 958 774	141 110	7,2%
Etat	1 327 996	1 188 546	139 450	11,7%
Pôle Emploi	121 081	121 493	-412	-0,3%
FSE	0	0	0	
Conseil Régional	269 856	289 840	-19 984	-6,9%
Collectivités locales	305 762	299 744	6 018	2,0%
Conseil Départemental	28 170	32 340	-4 170	-12,9%
Autres sur actions spécifiques	47 019	26 811	20 209	75,4%
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	87 334	282 881	-195 547	-69,1%
Utilisation des fonds dédiés	353 109	510 187	-157 078	-30,8%
Autres produits	22 808	42 725	-19 918	-46,6%
TOTAL I	2 575 708	2 803 666	-227 958	-8,1%
CHARGES D'EXPLOITATION	2 451 214	2 637 122	-185 908	-7,0%
Achats de marchandises	27 110	18 668	8 442	45,2%
Variation de stocks	0	0	0	
Autres charges externes	352 024	349 297	2 727	0,8%
Aides financières	0	0	0	
Impôts, taxes et versements assimilés	130 686	133 115	-2 429	-1,8%
Salaires et traitements	1 222 567	1 236 257	-13 690	-1,1%
Charges sociales	392 765	392 754	12	0,0%
Charges diverses gestion courante	0	236	-236	-100,0%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	32 169	32 934	-766	-2,3%
Dotations aux provisions	26 868	120 752	-93 884	-77,7%
Reports en fonds dédiés	267 025	353 109	-86 084	-24,4%
Autres charges			0	
TOTAL II	2 451 214	2 637 122	-185 908	-7,0%
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	124 494	166 544	-42 050	-25,2%
PRODUITS FINANCIERS	6 229	5 090	1 139	22,4%
Autres intérêts et produits assimilés	6 229	5 090	1 139	22,4%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL III	6 229	5 090	1 139	22,4%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL IV	0	0	0	
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	6 229	5 090	1 139	22,4%
3 - RESULTAT COURANT (avant impôts (I - II + III - IV)	130 723	171 634	-40 911	-23,8%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 068	10 821	-2 753	-25,4%
Sur opérations de gestion	8 068	10 821	-2 753	-25,4%
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL V	8 068	10 821	-2 753	-25,4%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	313	1 697	-1 385	-81,6%
Sur opérations de gestion	313	168	144	85,6%
Sur opérations en capital	0	0	0	#DIV/0!
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	1 529	-1 529	-100,0%
TOTAL VI	313	1 697	-1 385	-81,6%
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	7 756	9 124	-1 368	-15,0%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 590 005,26	2 819 576	-229 571	-8,1%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	2 451 526,51	2 638 819	-187 292	-7,1%
EXCEDENT OU DEFICIT	138 478,75 €	180 757,51 €	- 42 278,76 €	-23,4%
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	10 262	10 262	0	0,0%
Bénévolat				
TOTAL	10 262	10 262	0	0,0%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature	10 262	10 262	0	0,0%
Personnel bénévole				
TOTAL	10 262	10 262	0	0,0%

Nom de l'entreprise	MISSION LOCALE SUD DEUX SEVRES
Activité exercée	INSERTION DES JEUNES 16-25 ans
Adresse	4 Rue François VIETE 79000 NIORT

Annexe des comptes annuels

Exercice du 1/01/2024 au 31/12/2024

- 1 Règles et méthodes comptables
- 2 Autres éléments significatifs
- 3 Evénement post clôture
- 4 Engagements financiers & Autres éléments significatifs
- 5 Notes sur le bilan actif
- 6 Notes sur le bilan passif
- 7 Détail des produits et des charges
- 8 Notes sur le personnel
- 9 Situation fiscale de l'association
- 10 Rémunération des dirigeants

Total du bilan avant répartition	1 822 007€	Résultat:	138 478.75€
----------------------------------	------------	-----------	-------------

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis et arrêtés le 21/05/2025 par les dirigeants et administrateurs de l'association.

1 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06 des organismes sans but lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue.

Nature investissement	Durée d'amortissement
Logiciels	1 an
Installations, Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

- Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2 Autres éléments significatifs

Contrat d'engagement jeune :

Le dispositif Contrat d'Engagement Jeune est mis en œuvre par la Mission Locale, à compter de sa date d'entrée en vigueur, le 1^{er} mars 2022. La durée de chaque parcours est variable, de 6 à 12 mois, voire 18 mois sur dérogation. Le jeune s'engage à investir dans le contrat au minimum 15h par semaine.

Le financement de l'Etat est calculé sur la base du nombre d'entrées réalisées jusqu'au 31 décembre de l'année, quelle que soit la durée de l'accompagnement. 2 forfaits sont définis :

1. 1900€ pour l'entrée en contrat d'un jeune non diplômé,
2. 1650€ pour l'entrée en contrat d'un jeune diplômé.

Un jeune est considéré entré, dès lors qu'il a effectué un mois (ou 30 jours) dans le contrat d'engagement jeune, à partir de la signature du Cerfa.

Au 31/12/2023 :

- Des fonds dédiés ont été constatés à hauteur de 323 050 euros, pour tenir compte des parcours Contrats d'Engagement Jeune signés en 2023, qui se sont poursuivis en 2024. Au 31/12/2024, ces accompagnements étant finalisés, la totalité de cette somme a été reprise sur l'exercice.
- Une provision CEJ pour les parcours non contractualisés en 2023 a été constatée d'un montant de 46 800 euros. Elle a fait l'objet d'une reprise sur l'exercice, l'Etat l'ayant déduite des financements attribués au titre de 2024.

Pour l'exercice 2024 :

Afin d'établir la notification budgétaire, la DREETS a déterminé une cible de 416 entrées en Contrat d'Engagement Jeune. Cet objectif CPO est valorisé sur la base d'un prix moyen forfaitaire de 1775€, correspondant à 50% de jeunes non diplômés entrés sur le dispositif. Le montant CEJ notifié par avenant CPO s'élève donc à 738 400€ pour 2024.

407 entrées « finançables » ont été réalisées en 2024, dont 54% de jeunes non diplômés. Le produit CEJ réalisé en 2024 s'élève donc à 726 800€, soit un écart de - 11 600€ par rapport au montant notifié par la DREETS. Une provision, à hauteur de cet écart, est donc constatée au 31/12/2024.

Pour tenir compte des Contrats d'Engagement Jeune signés en 2024 et dont l'accompagnement se poursuit sur 2025, des fonds dédiés sont constatés au 31/12/2024 pour un montant de 236329€. Ce montant est défini en tenant compte du calendrier des entrées effectives en Contrat d'Engagement Jeunes et d'une durée moyenne de parcours de 7 mois, sur la base du prix moyen de 1775€.

Autres activités :

Des projets pluriannuels engagés en 2024 se poursuivent sur 2025 : BOP104 « Fais ta place mode d'emploi », PRAPS (ARS), et le projet « La Cerise sur le Quartier » conduit dans le cadre du Contrat de Ville. Des fonds dédiés sont constatés au 31/12/2024 pour un total de 30 696€.

Par ailleurs la Mission Locale a obtenu en 2024, un financement de 10000€, auprès de la CAF, dans le cadre de l'appel à projet « Fonds Publics et Territoires – Accompagnement des démarches innovantes ». Le projet intitulé « Info Jeunes Mobile Sud Deux-Sèvres » avait pour objectif de

permettre aux jeunes du territoire de la CAN, hors Ville de Niort déjà pourvu, du Haut Val de Sèvre, et du Mellois en Poitou, de bénéficier d'une information jeunesse de proximité.

La réalisation de ce projet était financièrement conditionnée à l'obtention du financement d'Info Jeunes France sur l'appel à projet « IJ MOBILE ». Or, IJ France n'a pas retenu le projet de la Mission Locale. En conséquence, une provision, à hauteur de 10000€, est constatée au 31/12/2024.

Le Conseil d'Administration, réunit le 21 mai 2025, a décidé d'abandonner le projet CAF « Info Jeunes Mobile Deux-Sèvres ». La structure reste néanmoins en veille sur les financements possibles pour soutenir l'Information Jeunesse dans son projet de servir un public sur un territoire plus large que le Niortais.

Des événements RH ont impacté le résultat 2024

cf éléments détaillés en page 14

Locaux niortais de la Mission Locale :

La Communauté d'Agglomération du Niortais a engagé un projet de réaménagement urbain du quartier du CLOU-BOUCHET. Ce projet conduit à la démolition, à échéance 2027/2028, du bâtiment, propriété du bailleur social qui héberge le site niortais de la mission locale. Plus que jamais, la question du relogement se pose à elle.

Elle aura pour conséquences :

- ✚ D'engager des dépenses de travaux d'aménagement structurels pour rendre les futurs locaux compatibles avec l'activité de la structure,
- ✚ De supporter le coût de réalisation d'un cahier des charges, et d'un déménagement,
- ✚ De façon pérenne, de supporter une augmentation conséquente de la dépense annuelle liée aux locaux niortais. En effet, aujourd'hui, les locaux sont loués pour un montant très inférieur au marché de la location à usage professionnel avec un coût global, maintenance, énergie, eau, et taxes comprises, de 75k€/an pour une surface de 1292m².

La dépense annuelle de loyer dans de nouveaux locaux est évaluée, à minima, à 158k€, sans compter les charges nouvelles de maintenance des locaux.

En 2024, la faisabilité d'une proposition de nouveaux locaux a été étudiée, par la direction de la structure et en réunion des financeurs. L'option n'a finalement pas été retenue, car insuffisamment adaptée à notre activité.

3 Événement post clôture

➤ Dans le cadre de la loi Plein Emploi :

La loi pour le plein emploi porte l'ambition d'un accompagnement des personnes en recherche d'emploi plus individualisé car mieux adapté au niveau d'autonomie et aux besoins de chacun, et plus fluide afin d'améliorer leur insertion professionnelle en leur apportant la bonne solution au bon moment grâce à une meilleure coopération entre tous les acteurs de l'emploi et de l'insertion réunis au sein du Réseau pour l'emploi. Cette ambition passe par plusieurs éléments concrets effectifs depuis janvier 2025 :

- L'inscription auprès de France Travail de toutes les personnes en recherche d'emploi ainsi que celles qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles d'insertion,
- Une orientation accélérée et selon des critères unifiés vers un organisme référent du Réseau pour l'emploi (France Travail, Missions Locales, Cap emploi, conseils départementaux et organismes délégataires des conseils départementaux),
- Une refonte du parcours d'accompagnement autour d'un diagnostic socio-professionnel adapté au profil et aux besoins des personnes et basé sur un référentiel commun à tous les organismes d'accompagnement,
- Un contrat d'engagement qui sera co-construit entre la personne accompagnée et son conseiller référent.

Ce qui implique pour les Missions Locales un changement important sur l'inscription obligatoire du jeune à FT pour accéder à certains accompagnements contractualisés comme PACEA et CEJ, et une organisation de gouvernance à plusieurs niveaux (départemental, local) impliquant des nouvelles modalités de commissions.

2025 doit relever un défi entre France Travail et les Missions Locales autour des systèmes d'informations et d'acculturation notamment autour d'outils de diagnostic partagé et d'un contrat engagement commun

- Perspectives de restrictions budgétaires de la part de différents financeurs : notamment ETAT CPO : baisse de 6.8% annoncée au niveau national, et mise en place d'un forfait unique CEJ à 1650€ (en 2024, 2 forfaits étaient appliqués, dont un forfait valorisé à 1900€ pour les jeunes non diplômés, et un forfait à 1650€ pour les jeunes diplômés).
- Les administrateurs ont approuvé le 11 décembre 2024, la reconduction, sur autofinancement, et sur la période du premier semestre 2025, du service de transport mellois, et ce, dans l'attente de l'obtention de financement. Ce service facilite la mobilisation des jeunes du territoire mellois, notamment, 30 jeunes en CEJ ont bénéficié de ce service.

- Labellisation de la Mission Locale Sud Deux-Sèvres par le Réseau des Missions Locales le 3 février 2025, pour une durée de 5 ans, avec audit prévu à mi-parcours. La structure doit actualiser de façon permanente son Plan d'amélioration de la Qualité (PAQ).
- Ressources Humaines :
 - Arrivée annoncée d'une nouvelle directrice après une période de vacance de poste sur le 1^{er} semestre 2025,
 - Le poste adulte relais est conditionné à la décision de renouvellement, ou non, de la convention Adulte Relais, qui prend fin le 12/06/2025.
 - Les avenants 83 et 84 CCN, qui prévoient respectivement la création d'une indemnité d'encadrement à destination des salariés cadres encadrant, et la création :
 - D'une nouvelle compétence complémentaire pour les CIP (passage de cotation 12 en cotation 13),
 - D'une nouvelle compétence transversale A3.

Ces compétences ne sont pas acquises par défaut et doivent faire l'objet d'une analyse des missions menées pour chaque salarié.

La mise en application de ces avenants est planifiée en fin de 1er semestre 2025, et fera l'objet, pour les salariés concernés, d'une régularisation de salaire à compter de janvier 2025 jusqu' à la mise en application.

4 Engagements financiers

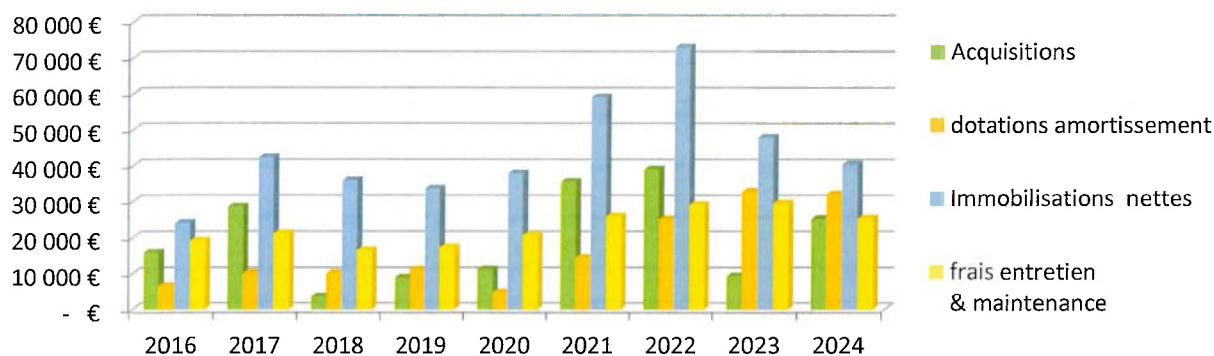
Engagements donnés	
Effets escomptés non échus	0€
Avals & cautions	500€
Crédit-bail mobilier	0€
Crédit-bail immobilier	0€
Autres engagements	0€
Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	0€

5 Notes sur le bilan actif

Frais d'établissement	Non applicable
Fonds commercial	Non applicable

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	8 975			8 975
Immobilisations corporelles	218 635	25 132		243 767
Immobilisations financières	5 775	120	500	5 395
Total montant brut	233 386	25 252	500	258 138
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	8 975			8 975
Immobilisations corporelles	176 476	32 169		208 645
Immobilisations financières				
Total Amortissements & Provisions	185 451	32 169	0	217 620
Montant Net	47 934	-6 917	500	40 517

Evolution investissements de 2016 à 2024



Les investissements prévus initialement en 2023 ont été réalisés en 2024. Les parcs informatiques sont notamment remis à jour, pour les professionnels et les jeunes, alors que le parc était devenu inutilisable du fait d'un manque de renouvellement régulier entre 2016 et 2020.

Pour rappel, des investissements importants avaient été engagés en 2022 du fait des besoins nouveaux liés à la mise en place du CEJ (aménagement de salles, équipements pour les nouveaux conseillers).

Créances présentées par des effets de commerce

Non applicable

Etat des créances					Les créances sont en diminution entre 2023 et 2024 : 1 - ETAT CPO CEJ = - 75970€ : la ML était en avance sur le cadencement au 30/09/24 vs 30/09/23, d'où un 3ème versement en décembre 2024 (203060€) plus important qu'en 2023 (128865€) : 2 - Groupement de créateurs = - 49154€, projet ITI 2 suspendu, montant financement définitif attendu à recevoir dernier trimestre 2025 = 11965€ 3 - REGION NA = - 39847€ : -25k€ sur subvention fonctionnement (avance versée à hauteur de 70% en 2024 vs 60% en 2023) et -12k€ sur PREVANA 2023 (ce projet n'existe plus en 2024) 4 - Com com Mellois en Poitou = + 27 200€ : à recevoir = 50% de la subvention 2024 ; en 2023, la ML avait reçu un versement unique de 100% de la subvention (cf convention 2023-2025).
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	rappel 2023	
Actif immobilisé					
Actif circulant dont charges d'avance	308 774	308 294	480	447 965	
TOTAL	308 774	308 294	480	447 965	

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan			
	2024	Rappel 2023	Commentaires évolution 2024 vs 2023
Créances rattachées à des			
Immobilisations financières			
Clients & comptes rattachés			
Autres créances	0	0	
Disponibilités			

Charges constatées d'avance	1 616
-----------------------------	-------

Frais d'émission des emprunts à étaler	Non applicable
--	----------------

6 Notes sur le bilan passif

Capital social - Actions ou parts sociales	Non applicable
--	----------------

SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Projet associatif	20 010				20 010
Projet de l'entité (immobilier)	178 243	180 758			359 001
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	433 408				433 408
Report à nouveau	154 717				154 717
Excédent ou déficit de l'exercice	180 758		138 479	180 758	138 479
Situation nette	967 135	180 758	138 479	180 758	1 105 614
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	13 126			8 068	5 058
Provisions réglementées					
TOTAL	980 262	180 758	138 479	188 826	1 110 672

SUIVI DES FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES issus de subventions d'exploitation		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS sur N+1	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
Financier	Objet financement			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Etat	Etat Contrat d'Engagement Jeune	323 050	236 329	323 050			236 329	
	Etat Fais ta place mode d'emploi	7 500	4 000	7 500			4 000	
	Total ETAT	330 550	240 329	330 550	-	-	240 329	-
Région	Région Santé Agir pour ma santé	8 433	-	8 433			-	
	Total Région	8 433	-	8 433	-	-	-	
Département	Permis citoyen	600	-	600			-	
	Total Département	600	-	600	-	-	-	
ARS	Santé PRAPS	5 170	16 196	5 170			16 196	
CAN Contrat de ville	Parrainage QPV	4 348	-	4 348			-	
	La Cerise sur Le Quartier		6 500				6 500	
	Total CAN	4 348	6 500	4 348	-	-	6 500	
ANCT Contrat de ville	Parrainage QPV	4 008	-	4 008			-	
	La Cerise sur Le Quartier		4 000				4 000	
	Total ANCT	4 008	4 000	4 008	-	-	4 000	
TOTAL		353 109	267 025	353 109	-	-	267 025	-

Les fonds dédiés sont en baisse par rapport au 31/12/2023. Les fonds dédiés constatés sur le Contrat d'Engagement Jeunes en 2024 s'appuient sur une durée de parcours moyenne de 7 mois contre 9 mois au 31/12/2023. La valeur moyenne d'un parcours est identique à 2023, soit 1775€ (50% de jeunes non diplômés).

PROVISIONS POUR RISQUES

	Provisions			
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	91 228	(1) 21 600	(2) 87 334	25 495
Provisions pour départs en retraite	158 048	2 645	0	160 693
Provisions pour dépréciation	0	2 623	0	2 623
Total	249 277	26 868	87 334	188 811

(1) Dont :

- CPO CEJ 2024 pour 11 600€
- CAF IJ mobile pour 10000€ (projet suspendu sur 2025, demande de subvention construite avec co-financements, seule la CAF a répondu favorablement, il est impossible de démarrer le projet avec le seul financement de la CAF)

(2) Dont :

- CPO CEJ 2023 : l'Etat a repris la somme de 46 800€ en 2024

- ITI 2 pour 22 565€ : le contrat signé en 2024 avec le Consortium GROUPEMENT DE CREATEURS acte la reprise de la somme de 10599€
- Subvention fonctionnement REGION 2023 pour 11 370€ : cf avenant convention, la Région a déduit du versement du solde 2023, en 2024, la somme de 8602€

DETTES

Etat des dettes					
Nature dette	Montant 31/12/2024				Rappel 2023
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans	
Etablissement de crédit					
Dettes financières diverses					
Fournisseurs	26 618	26 618			31 212
Dettes fiscales & sociales	230 675	230 675			250 143
Dettes sur immobilisations					
Autres dettes	829	829			0
Produits constatés d'avance					
Total	258 123	258 123			281 355

(1) Dettes fournisseurs en baisse de 4,6K€ = paiement partiel en décembre 24 de l'avis échéance 2025 MAIF (avance)

(2) Dettes fiscales et sociales en baisse de 19K€ dont :

- 11,2 K€ : baisse provision Congés payés de 8% (dont baisse du nombre de jours dus au 31/12, entre 2023 et 2024 de 6%)
- 3,5 K€ solde PPV

Dettes représentées par des effets de commerce	Non applicable
--	----------------

DETTES

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	
Nature Charges	Montant 2024
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts & dettes établissement de crédit	
Emprunts & dettes financières divers	
Fournisseurs	14 415
Dettes fiscales & sociales	162 351
Autres dettes	
Total	176 766

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance			
Nature Produit	Montant 2024	Rappel 2023	Commentaires évolution
	0	0	

7 Détail des produits et des charges

Produits à recevoir :		31/12/2024	31/12/2023
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan			
468750	Produits à recevoir	0	0
Autres créances			
Total des produits à recevoir		0	0

Charges constatées d'avance :		31/12/2024	31/12/2023
486000	Charges constatées d'avance	1 616	1 315
Total des charges constatées d'avance		1 616	1 315

Charges à payer :		31/12/2024	31/12/2023
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan			

408100	Fournisseurs .factures non parvenues	14 415	12 152
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		14 415	12 152

428000	Personnel charges à payer	1 031	4 616
428200	Congés à payer	99 214	105 917
438200	Org.soc. ch/congés à payer	31 441	35 980
438600	Autres charges à payer	42	360
448200	Charges fiscales / CP	10 112	9 573
448600	Etat autres ch à payer	20 511	16 948
Dettes fiscales et sociales		162 351	173 394
- 11 K€ : baisse provision Congés payés charges sociales et fiscales incluses (baisse du nombre de jours en solde au 31/12/24 vs 31/12/23)			

Total des Charges à payer		176 766	185 546
----------------------------------	--	----------------	----------------

Produits constatés d'avance :		31/12/2024	31/12/2023
-------------------------------	--	------------	------------

487000	Produits constatés d'avance	-	
Total des produits constatés d'avance		0	0

8 Notes sur le personnel

Au cours de l'année 2024, 45 salariés ont été rémunérés par la Mission Locale Sud 79, soit, une moyenne annuelle de 37,60 ETP (équivalent temps plein), décomposé ainsi :

- 42 CDI, pour 36,29 ETP,
- 3 CDD, pour 1,31 ETP.

Il est précisé que l'effectif équivalent temps plein moyen mentionné est calculé sur la base du temps de présence effective au service de la Mission locale. Les temps d'absences non assimilés à du temps de travail effectif sont déduits du temps de travail pour calculer l'effectif (maladie...).

A titre comparatif, au 31/12/2024, 40 salariés sont liés à la Mission Locale Sud 79 par un contrat de travail, soit 39,71 ETP, dont :

- 39 CDI pour 38,71 ETP,
- 1 CDD pour 1 ETP.

Les évènements marquants :

❖ Mouvements de personnel 2024 :

entrées-sorties 2024 par métier	entrée			sortie			
	CDI	CDD	total	CDI	CDD	APP	total
assistante direction	1		1		1		1
assistante financière			0	1			1
chargée d'accueil	1		1	1			1
CIP	1	1	2		1		1
directrice	1		1	1			1
responsable de secteur	1		1				0
total	5	1	6	3	2	0	5

- ❖ En 2024, la transformation du poste de chargé de projet en poste de responsable de secteur a été réalisée.
- ❖ Absences sur 2024 : 313 jours d'arrêt de travail pour maladie non professionnelle, AT/MP ou maternité sont totalisés sur l'exercice, dont relatifs à des arrêts de travail de plus de 30 jours au titre de la :
 - Maternité : 54 jours (1 arrêt),
 - Maladie non professionnelle : 126 jours (2 arrêts)
- ❖ Impact en année pleine sur 2024 de la dernière hausse conventionnelle de la valeur du point : +1 95%. Pour rappel, nouvelle valeur de point au 1^{er} juillet 2023 = 5.01€, soit + 3.9%.
- ❖ Mise en œuvre du plan action projet associatif (temps consacrés à l'analyse pratique).

Informations sur les indemnités de fin de carrière :

Les engagements liés aux indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite ont été évalués à la date de la clôture des comptes. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation sur l'exercice 2024. Le montant de l'indemnité déterminée prend en compte l'ancienneté du personnel, la probabilité de présence dans l'association à la date de départ à la retraite et elle repose sur les critères suivants :

- Départ à l'initiative du salarié à 65 ans,
- Méthode rétrospective des unités de crédit projetées : retient, comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits à partir de l'ancienneté finale proratisée.
- Taux d'actualisation de 3,40%,
- Taux de progression des salaires de 3,97 %,
- Taux de charges patronales et fiscales de 42,30 %,
- Taux de rotation du personnel de 2,85 %.

Ce montant est estimé à 160 701 € à la date du 31 décembre 2024 comptabilisé en provision pour retraite. Le montant couvert par l'organisme ARIAL CNP à cette même date est de 7,85 €, soit un engagement non couvert de 160 693,15€.

9 Situation fiscale de l'association

L'association n'a pas de but lucratif et n'est par conséquent pas assujettie à l'impôt sur les sociétés de droit commun, ni à la Contribution Economique Territoriale, ni à la taxe sur la valeur ajoutée.

10 Rémunération des dirigeants

Néant



NIORT

53 rue des Marais
CS 18421
79024 NIORT Cedex

Tél. : 05 49 32 49 01
email : groupey@groupey.fr

www.groupey.fr